



CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE

2025/25042025/10
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20250425-2504202530-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/04/2025
Publication : 30/04/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

DÉLIBÉRATIONS



Le 25 avril 2025 à 14h36 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au C.C.A.S., 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE.

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Zohra AMIMI, Monsieur Jean DE BEIR, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Félicie RENON, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET, Madame Mireille VACHE-PICAT

Étaient représentés :

Madame Béatrice BOCHET ayant donné pouvoir à Madame Mireille VACHE-PICAT
Madame Katherine COEUFF ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR
Madame Martine LELAIT ayant donné pouvoir à Madame Elisabeth ALAZARD
Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE
Madame Marie-Françoise MARCASSIN ayant donné pouvoir à Madame Geneviève LARMARAUD

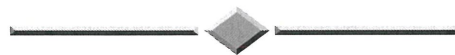
Étaient excusées :

Madame Annick LAMBARD, Madame Amèle MANSOURI

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 18 avril 2025



DÉLIBÉRATIONS

2025/25042025/10
 Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
 076-267600450-20250425-2504202530-DE
 Accusé certifié exécutoire
 Réception par le préfet : 30/04/2025
 Publication : 30/04/2025
 Pour l'autorité compétente par délégation



10 COMPTE ADMINISTRATIF 2024 DU BUDGET CLIC DES AÎNÉS

MESDAMES, MESSIEURS,

Vous trouverez ci-dessous les résultats du Compte administratif du CLIC pour l'exercice 2024 :

		DÉPENSES	RECETTES
Réalizations de l'exercice (mandats et titres)	Section de fonctionnement	367 475,52 €	370 975,52 €
	Section d'investissement	1 036,57 €	4 350,98 €
Reports de l'exercice N-1	Report en section de fonctionnement	0,00	1 292,92 €
	Report en section d'investissement	0,00	72 373,41 €
Résultat cumulé	Section de fonctionnement	367 475,52 €	372 268,44 €
	Section d'investissement	1 036,57 €	76 724,39 €
	TOTAL CUMULÉ	368 512,09 €	448 992,83 €

Le résultat de la section de fonctionnement fait apparaître un excédent de 3 500,00 € pour l'année 2024. En incorporant le solde antérieur de la section de fonctionnement de 1 292,92 €, le résultat à affecter en 2025 s'élève à 4 792,92 €.

Le solde d'exécution de la section d'investissement fait ressortir un excédent de 3 314,41 € au titre de l'exercice 2024. En incorporant le solde antérieur de la section d'investissement, le résultat à reporter en 2025 est de 75 687,82 €.

Le budget du CLIC comporte deux sections, une section de fonctionnement et une section d'investissement :

Section de fonctionnement

Fonctionnement	CA - 2023	Total voté - 2024	CA - 2024	Taux d'exécution 2024	Taux d'évolution
Dépenses	412 457.32 €	392 232.92 €	367 475.52 €	93.69%	-10.91%
Groupe 1 - 011 - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	28 040.84 €	34 528.00 €	31 465.52 €	91.13%	12.21%
Groupe 2 - 012 - Dépenses afférentes au personnel	303 458.56 €	318 900.92 €	306 839.13 €	96.22%	1.11%
Groupe 3 - 016 - Dépenses afférentes à la structure	76 194.52 €	33 588.00 €	24 819.89 €	73.90%	-67.43%
Groupe 3 - 016 - Dépenses d'ordre	4 763.40 €	5 216.00 €	4 350.98 €	83.42%	-8.66%
Recettes	348 972.87 €	392 232.92 €	370 975.52 €	94.89%	6.30%
002 - Résultat d'exploitation reporté (excédent ou déficit)	Pas d'exécution	1 292.92 €	Pas d'exécution		
Groupe 2 - 018 - Autres produits relatifs à l'exploitation	348 972.87 €	390 840.00 €	370 975.52 €	94.92%	6.30%
Groupe 3 - 019 - Recettes d'ordre	0.00 €	100.00 €	0.00 €	0.00%	0.00%

Dépenses :

Le taux d'exécution global est de 93,69 %.

DÉLIBÉRATIONS

2025/25042025/10
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20250425-2504202530-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/04/2025

Publication : 30/04/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



L'exécution fait apparaître une diminution des dépenses de fonctionnement de 10,91 %, soit -44 981,80 €, qui se répartissent sur les chapitres ci-dessous :

- Groupe 1 - Chapitre 011 – dépenses d'exploitation courante : en augmentation de 12,21 %, soit 3 424,68 €

L'augmentation des dépenses d'exploitation s'explique par le nombre de projets et d'activités assurés par le CLIC à destination des Aînés au cours de l'année 2024, ayant reçu un financement de la C.F.P.P.A. (Conférence des financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie). Ces dépenses augmentent de +1,7 K€ par rapport à 2023.

Par ailleurs, la révision de la participation employeur au transport des agents occasionne une charge supplémentaire de +1 K€ pour le budget du CLIC en 2024.

De plus, certaines factures de carburant 2023 non reçues ont été réglées sur les crédits 2024, d'où une augmentation de +1 K€ sur l'exercice 2024.

Groupe 2 - Chapitre 012 – dépenses de personnel : en augmentation de 1,11 % soit +3 380,57 €

Les charges de personnels du CLIC restent stables en 2024.

L'augmentation constatée des charges de personnels provient du versement d'honoraires, pour un montant de 7,6 K€, à la société chargée de réaliser l'évaluation externe du CLIC. Les Etablissements et Services Sociaux et Médico-Sociaux (E.S.S.M.S.) ont l'obligation de procéder à une évaluation tous les 5 ans de leurs activités et de la qualité des prestations qu'ils délivrent, en fonction d'un référentiel commun à tous les établissements.

Un effet comptable lié à une refacturation interne compense cette augmentation (-4,4 K€).

- Chapitre 016 – dépenses de structure : en diminution de -67,43 % soit -51 374,63 €

Cette évolution significative est principalement liée à une provision constituée à l'exercice précédent pour un montant de 43,7 K€.

Les frais de publicité diminuent également de -4,9 K€ car une vidéo promotionnelle avait été effectuée en 2023 pour ce montant.

Les autres charges de structure (loyers et charges, entretien et maintenance) sont stables à l'exception de la cotisation à l'assurance statutaire (+2,4 K€). Cette cotisation est basée sur les traitements et charges patronales de l'exercice précédent, qui avait vu l'équipe du CLIC augmenter ses effectifs de 0,8 ETP.

- Groupe 3 - Opérations d'ordre : en diminution de -8,66% soit -412,42 €

Les dotations aux amortissements des immobilisations évoluent légèrement en 2024. L'amortissement des biens acquis lors des exercices antérieurs se poursuit. Ces dotations viennent financer la section d'investissement.

Recettes :

Le taux d'exécution global est de 94,89 % hors résultat reporté. L'exécution fait apparaître une augmentation globale des recettes de fonctionnement de +6,30 % (soit +22 002,65 €), qui se répartit de la façon suivante :

- Groupe 2 - Chapitre 018 – Autres produits relatifs à l'exploitation : en augmentation de 6,30 % soit +22 002,65 €

DÉLIBÉRATIONS

2025/25042025/10
 Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
 076-267600450-20250425-2504202530-DE
 Accusé certifié exécutoire
 Réception par le préfet : 30/04/2025
 Publication : 30/04/2025
 Pour l'autorité compétente par délégation

En 2024, le CLIC a perçu les subventions suivantes :

- Du Département :
 - 166 369 € correspondant à la dotation de fonctionnement versée au C.P.O.M. (Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens) comprenant la dotation C.T.I. (Complément Indiciaire de Traitement) et incluant une revalorisation au titre de l'expérimentation des M.D.A.A. (Maisons Départementales de l'Autonomie),
 - 54 753 € dédiés au programme de prévention de la perte d'autonomie et l'accompagnement des personnes âgées,
 - 18 500 € au titre du projet de guichet intégré,
 - 12 338 € pour favoriser le lien social des publics seniors lors d'activités diverses.
- Du C.C.A.S. :
 - 109 370 € correspondant à la subvention de fonctionnement versée du budget principal du C.C.A.S.
- De l'ARS :
 - 5 620 € pour le financement d'un projet autour des conduites addictives, dans le cadre d'un appel à projet M.I.L.D.E.C..A (Mission Interministérielle de Lutte contre les Drogues et les Conduites Addictives).

Enfin, sont comptabilisés dans ce chapitre les remboursements sur rémunérations de l'assurance statutaire du personnel ainsi que la part salariale des chèques déjeuner (3,3 K€ en 2024).

Section d'investissement

Fonctionnement	CA - 2023	Total voté - 2024	CA - 2024	Taux d'exécution 2024	Taux d'évolution
Dépenses	704.25 €	77 589.41 €	1 036.57 €	7.81%	47.19%
20 - Immobilisations incorporelles	0.00 €	400.00 €	0.00 €	0.00%	0.00%
21 - Immobilisations corporelles	704.25 €	12 768.00 €	1 036.57 €	8.12%	47.19%
28 - Amortissement des immobilisations	0.00 €	100.00 €	0.00 €	0.00%	0.00%
003 - Excédent prévisionnel d'investissement	Pas d'exécution	64 321.41 €	Pas d'exécution		
Recettes	4 763.40 €	77 589.41 €	4 350.98 €	83.42%	-8.66%
001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	Pas d'exécution	72 373.41 €	Pas d'exécution		
21 - Immobilisations corporelles	0.00 €	448.00 €	0.00 €	0.00%	0.00%
28 - Amortissement des immobilisations	4 763.40 €	4 768.00 €	4 350.98 €	91.25%	-8.66%

Dépenses :

- Chapitre 20 – Immobilisations incorporelles : pas d'exécution
- Chapitre 21 – Immobilisations corporelles : 1 036,57€ soit +47,19 %

Ces dépenses ont permis l'acquisition d'une batterie de vélo électrique, de matériel de sonorisation et de petit mobilier.

DÉLIBÉRATIONS

2025/25042025/10
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20250425-2504202530-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/04/2025

Publication : 30/04/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



Recettes :

Le taux d'exécution global est de 83,42 %.

L'exécution fait apparaître une diminution des recettes d'investissement de -8,66 % qui se répartit sur les chapitres ci-dessous :

- Chapitre 28 – opérations d'ordre : Ce chapitre enregistre les amortissements des immobilisations. Les amortissements sont en légère baisse, pour un montant de 4,35 K€.

Ledit compte administratif 2024 est annexé au présent projet de délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article L1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'Article R123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,

VU la Délibération du Conseil d'Administration en date du 25 avril 2025 qui approuve le compte de gestion 2024,

Après avoir pris connaissance du rapport,

CONSIDÉRANT le compte administratif de l'exercice 2024 du budget du CLIC dressé par le Président du C.C.A.S.,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de procéder au vote du compte administratif du budget du CLIC pour l'exercice 2024.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

1. Approuve le compte administratif 2024, lequel peut se résumer par le tableau intégré à la présente délibération :

		DÉPENSES	RECETTES
Réalizations de l'exercice (mandats et titres)	Section de fonctionnement	367 475,52 €	370 975,52 €
	Section d'investissement	1 036,57 €	4 350,98 €
Reports de l'exercice N-1	Report en section de fonctionnement	0,00	1 292,92 €
	Report en section d'investissement	0,00	72 373,41 €
Résultat cumulé	Section de fonctionnement	367 475,52 €	372 268,44 €
	Section d'investissement	1 036,57 €	76 724,39 €
	TOTAL CUMULÉ	368 512,09 €	448 992,83 €

DÉLIBÉRATIONS

2025/25042025/10
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur


076-267600450-20250425-2504202530-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/04/2025

Publication : 30/04/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

2. Constate les identités de valeurs avec les indications du compte de  relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement au bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes,
3. Arrête les résultats définitifs tels que présentés dans le rapport et dans le document en annexe de la présente délibération.

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation



Vanessa RAPITEAU
Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.